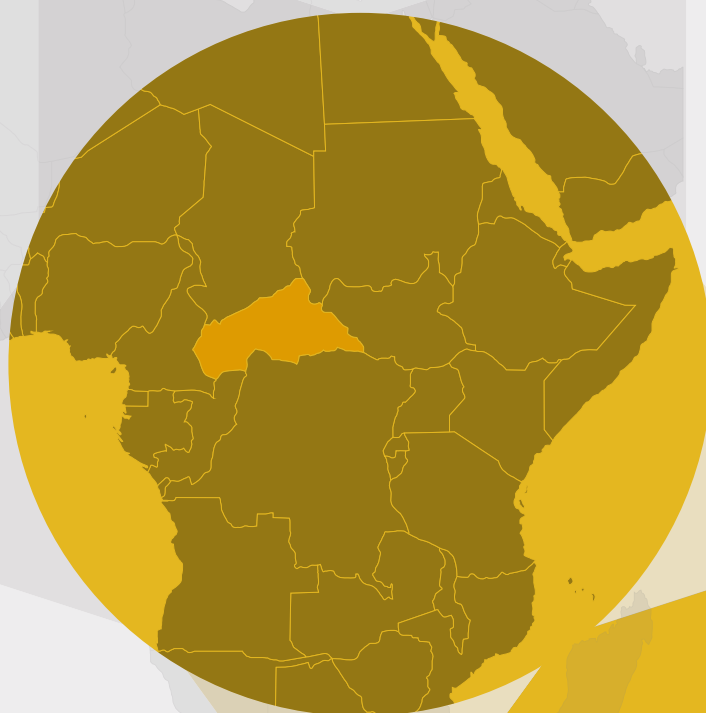




Organisation
internationale
du Travail

Des **EMPLOIS**
au **SERVICE**
de la **PAIX** et de
RESILIENCE (EPR)



**République
Centrafricaine
(RCA)**



Des Emplois au service
de la Paix et de la Résilience

DES EMPLOIS DÉCENTS AU SERVICE DE LA PAIX ET DE LA RÉSILIENCE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

Contexte

Les conflits armés récurrents ont affaibli les institutions publiques et privées et conduit à une destruction des infrastructures sociales et économiques ainsi qu'à une détérioration généralisée des conditions de vie des populations, établissant une crise de confiance entre les communautés avec un bilan particulièrement lourd.

Par ailleurs, le marché du travail, qui a particulièrement subi les influences des comportements économiques et sociaux des dernières années amplifiées par la crise sécuritaire, est caractérisé par une part prépondérante de la population active œuvrant dans l'économie informelle et par conséquent exclue des mécanismes formels de protection sociale existants face à un faible secteur public.

Les jeunes de 16-35 ans ont été durablement touchés par le chômage. Leur situation sur le marché du travail est extrêmement précaire, amplifiée par les longues années de conflits. Les élections de 2016 ont apporté l'espoir de tourner progressivement la page des années de transition et de troubles. Pour répondre à la crise le gouvernement, avec l'aide de la communauté internationale, a élaboré et adopté le [Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix](#) (2017-2021) qui met au cœur de la stratégie la création d'emplois décents :

« L'appui dont bénéficieront les secteurs productifs clés permettra d'augmenter la résilience en milieu rural, d'améliorer les moyens de subsistance et d'accélérer la création d'emplois. Ceci fournira ainsi un terreau économique favorable, qui renforcera les actions d'intégration des anciens combattants et des personnes déplacées, ce qui aidera à préserver la paix et la stabilité générales. (...) Le relèvement économique appuiera la création d'emplois et ouvrira des

L'OIT en RCA en bref

La RCA, membre de l'OIT depuis 1960, a ratifié **46 Conventions internationales du travail**, la dernière en date étant la Convention N°169 relatives aux peuples indigènes et tribaux.

Dans le cadre des objectifs de développement durable 8 (Emploi décent) et 16 (Paix durable), l'OIT appuie ses mandants, le Ministère du Travail, de l'emploi et de la protection sociale et les organisations de travailleurs et d'employeurs.

En 2016, l'OIT a appuyé le gouvernement dans l'élaboration d'une politique nationale de l'emploi et de protection sociale et le Programme Pays pour le Travail Décent (PPTD 2017-2021) a été adopté. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_mas/---program/documents/genericdocument/wcms_622395.pdf.

Dans ce cadre, le **programme de promotion de l'emploi décent** au service de la paix est mis en place (2018-2019).

Partenaires de financement : Fonds Volontaires non affectés (RBSA)



Pour plus d'information : ilo.org/republique-centrafricaine

perspectives pour les jeunes marginalisés qui autrement s'adonneraient au banditisme ou rejoindraient les groupes armés.» (p.38).



Stratégie

Depuis 2018, l'OIT met en œuvre un projet de « Promotion de la paix et création d'emplois décents et productifs » dans le cadre du programme phare de l'OIT « Des Emplois au service de la Paix et de la Résilience »

L'approche s'appuie essentiellement sur l'emploi décent de jeunes hommes et femmes comme un axe majeur de consolidation de la paix. Les jeunes sont souvent acteurs et victimes des conflits et crises mais ils sont aussi les bâtisseurs d'un avenir meilleur. La théorie du changement sous-jacente veut que le manque d'emplois ainsi que l'exclusion sociale et économique renforcent le sentiment d'injustice sociale, et constituent l'un des facteurs amplificateurs des conflits.

L'OIT intervient au

- (i) **niveau institutionnel** par le renforcement des institutions du marché du travail pour faire face aux crises et accompagner la création de PME, et au
- (ii) **niveau opérationnel**, par le renforcement des compétences des communautés à générer des opportunités d'emplois malgré les crises.

DES DÉFIS EN CHIFFRES

5.5 millions d'habitants
(65% de jeunes)

688,000 déplacés intérieurs
(2018) et

546,000 réfugiés dans les pays
voisins (27% de la population)

681 USD de revenu par tête
d'habitant

75 % de la population vit en
dessous du seuil de pauvreté

56% des enfants de 5 à 14 ans
travaillent (2014)

4% de la population vit avec le Sida

La RCA est au **188e rang** de
l'Index de Développement Humain (IDH)
sur 188 pays

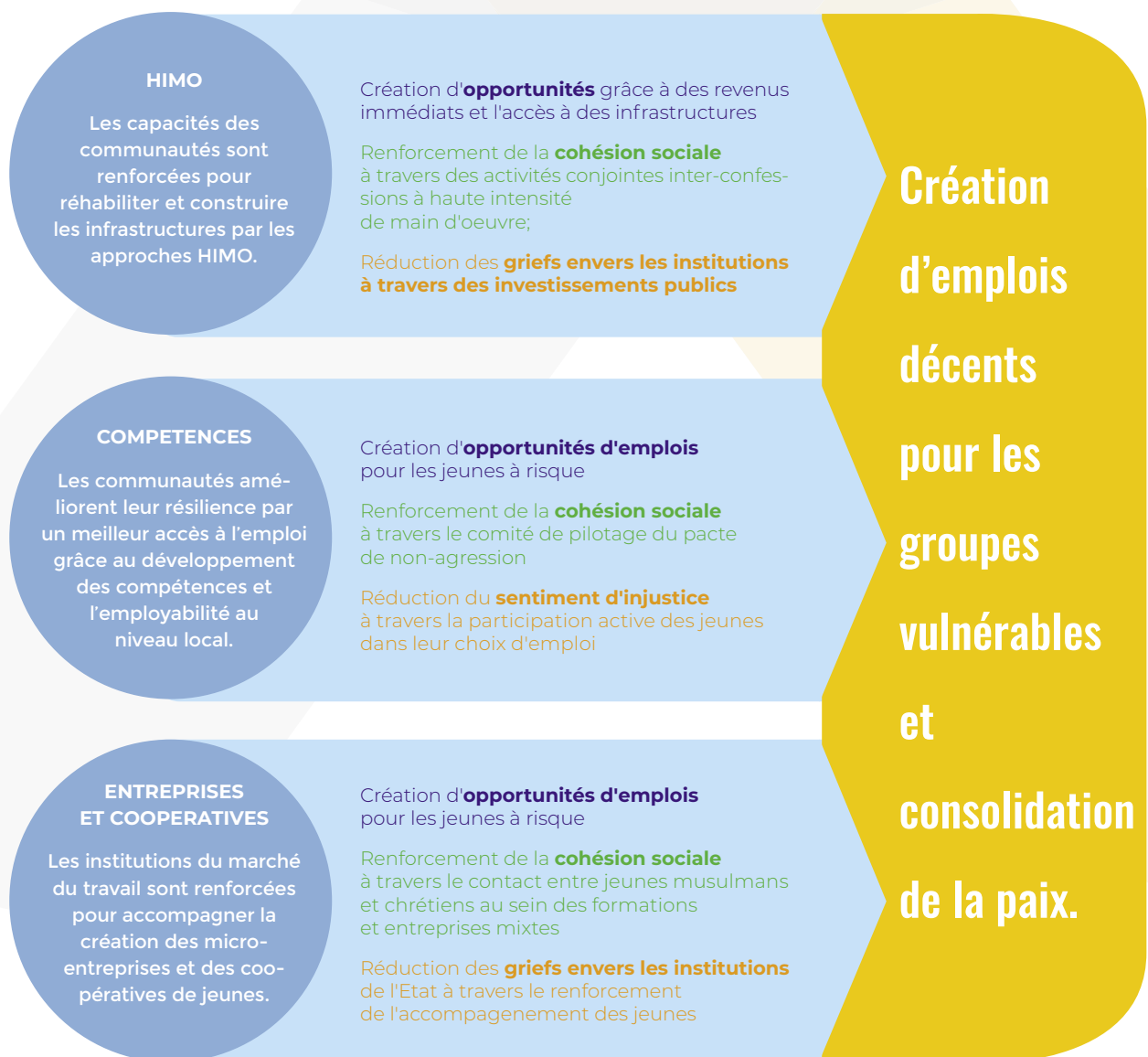
Modèle d'intervention : l'emploi au service de la paix

Le programme vise à réduire les risques de conflits et à consolider la paix, particulièrement dans les zones à haut risque, par deux mécanismes :

1) en répondant directement aux facteurs de conflit en créant des revenus grâce à des emplois immédiats pour les jeunes marginalisés à travers les travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) et le renforcement de leurs compétences en entrepreneuriat, et

2) en abordant les facteurs de conflits à travers les actions du programme visant à promouvoir le dialogue social et une approche basée sur les droits.

La contribution de ce programme sur la consolidation de la paix s'articule autour de trois facteurs de conflits qu'ils tentent de résoudre : **le manque d'opportunités économiques pour les jeunes à risque, le manque de contact et de cohésion sociale entre des groupes perçus comme antagonistes, des griefs envers l'Etat et un sentiment d'injustice et de non droit d'une communauté par rapport à une autre.**



Légende

- Objectifs pour l'emploi
- Effet sur la consolidation de la Paix
- Impact

Résultats clé (janvier 2019)

Depuis janvier 2018, les actions de l'OIT en RCA se sont concentrées dans la ville de Bangui et au niveau de la périphérie (Bimbo3) en englobant différents volets :

Volet Compétences

- L'accès à l'information sur l'emploi est amélioré à travers la réalisation du diagnostic du système d'information du marché du travail (SIMT) en RCA, qui va permettre de mettre en place un observatoire de l'emploi décent en RCA ;
- Des outils de plan d'opérationnalisation de la politique nationale de l'emploi et de la formation professionnelle sont mis à disposition ;
- Les capacités techniques des institutions et des membres des communautés ciblées sont renforcées à travers la formation de 40 acteurs clé parmi les ministères sectoriels, les agences de l'Etat, l'Université de Bangui, des ONG, les Organisations de travailleurs et d'employeurs et les partenaires

techniques et financiers, sur les stratégies susceptibles de les aider à élargir l'accès aux systèmes de développement de compétences et d'apporter des éléments de réponses aux difficultés auxquelles les groupes défavorisés, particulièrement les communautés rurales, sont confrontés sur le plan de la formation et de l'employabilité ;

- Ces acteurs ont aujourd'hui accès à l'interne à des outils facilitant une meilleure planification et identification des métiers utiles et pertinents pour l'économie locale et assurant ainsi un meilleur accompagnement des entreprises et des jeunes.

Volet Entreprises

- Un pool de 45 formateurs a été mis en place et leurs capacités ont été renforcées en matière de création et gestion de micro entreprises et coopératives, créant ainsi un noyau dur de formateurs capables d'accompagner les jeunes pour qu'ils sortent du cercle vicieux de chômage-groupes-armées-violence ;



- 181 jeunes de diverses communautés antagonistes et à risque, dont 113 femmes ont reçu des formations en création et gestion de micro-entreprises et coopératives. Aussitôt formés, ces jeunes sont une potentielle ressource pour la communauté pour les métiers qu'ils détiennent. La RCA étant un pays où la quasi-totalité des infrastructures publiques ainsi que les immeubles privés sont détruits, les jeunes formés ont de ce fait l'opportunité de se trouver des débouchés d'emplois décents dans la construction ;
- Le cadre institutionnel et légal pour la mise en place d'un système d'assurance maladie pour les fonctionnaires de la fonction publique a été défini.

Volet Haute intensité de Main d'œuvre (HIMO) et réinsertion des femmes marginalisées

- Les institutions publiques intègrent les approches HIMO dans la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de leurs programmes d'investissement ;

- 67 femmes marginalisées, stigmatisées ou victimes de fistules ont suivi une formation sur l'utilisation des matériaux locaux en partenariat avec l'Organisation non gouvernementale '« Cri du cœur d'une mère », une ONG nationale ;
- En collaboration avec le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et de la Protection Sociale, l'OIT a renforcé les capacités de 48 jeunes issus des différentes communautés de Bimbo3 (chrétiens et musulmans) sur la construction de bâtiment suivant l'approche HIMO avec la valorisation des matériaux locaux, suivi d'un chantier école à travers la construction d'une salle de réunion/formation pour les jeunes sur une dimension de 90 m² dans le domaine de la Mairie Secondaire de Boeing.

Actions de sensibilisation pour la consolidation de la paix

- La contribution de l'emploi pour la consolidation de la paix a été mise en valeur lors de la Célébration de la Journée Internationale de la Paix le 21 Septembre 2018.



« Le projet du Bureau International du Travail s'inscrit dans la dynamique de quête de la paix et de consolidation de la cohésion sociale par la création d'emplois décents pour les groupes vulnérables.(...), Le chantier-école est une preuve qu'ensemble on peut construire plus solidement et durablement, et que cette œuvre appartient aux jeunes centrafricains de tout âge et de toute religion Le projet devrait être réalisé dans les autres arrondissements de Bangui et j'invite les centrafricains à solliciter les jeunes sortis du chantier-école de BIT pour la construction de leurs ouvrages. »

La Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies, Najat Rochdi, en sa qualité de Coordonnatrice des agences du système des Nations Unies lors de cette journée.

Bonnes pratiques émergentes et leçons tirées

==> L'implication et la présence précoce de l'OIT, à la suite d'un conflit, avec des ressources flexibles, est cruciale.

En effet, les (fonds volontaires non affectés (RBSA) ont permis de :

- Répondre rapidement et agilement à la crise dont le pays est confronté.
- Être présent dès le début afin de positionner l'Agenda pour le travail décent par une combinaison d'interventions aux niveaux micro (création de moyens de subsistances) et macro (politiques).
- Appuyer les partenaires sociaux dans le processus de consolidation de la paix.
- Conduire un plaidoyer pour démontrer la contribution des projets d'emploi décent pour la consolidation de la paix.
- Positionner l'OIT comme un acteur de confiance auprès des partenaires nationaux et internationaux.
- Démarrer des projets pilotes rapidement, qui pourront ensuite être répliqués.

==> Les programmes d'emplois renforcent la cohésion sociale et contribuent à la consolidation de la paix à travers des activités mixtes promouvant le contact.

- La mise à disposition d'infrastructure communautaire aux populations exclues, sous forme de chantier école servant de salle d'apprentissage, est efficace pour les jeunes qui non seulement acquièrent des compétences techniques et professionnelles mais ont accès au bâtiment construit par leurs soins. Le chantier constitue un lieu de rencontre pour des réunions et formations et de ce fait un socle de cohésion sociale entre les différentes communautés ;
- Les formations mixtes entre chrétiens et musulmans en techniques de Haute Intensité de Main d'œuvre et d'entreprenariat (auto-entrepreneurs, micro-entreprises et coopératives) permettent de renforcer le sentiment d'appartenance à une même entité et la cohésion sociale du groupe.



Prochaines étapes

Afin d'évaluer la contribution du programme en matière de création d'opportunités et de renforcement de la cohésion sociale, l'OIT assure un suivi de l'évolution des perceptions intercommunautaires pour permettre d'analyser et répliquer les actions d'emploi pour la paix.

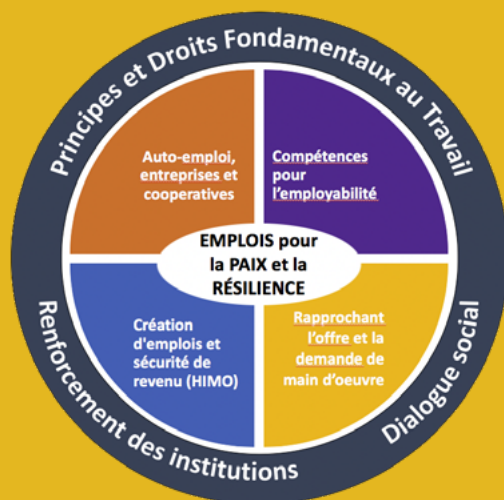
Des micro-entreprises et coopératives composées de jeunes de religions, genre et origines différentes seront accompagnées dans leur création.

EN BREF : LE PROGRAMME PHARE GLOBAL DE L'OIT : DES EMPLOIS AU SERVICE DE LA PAIX ET DE LA RÉSILIENCE (EPR)

Les conflits et les catastrophes ont de graves implications pour le monde du travail, alors que la pauvreté, le chômage et les déficits de travail décent peuvent eux-mêmes devenir des facteurs de vulnérabilité et de fragilité.

Par le biais de son **programme phare Des Emplois pour la Paix et la Résilience (EPR)**, l'OIT appuie ses mandants (gouvernements et organisations d'employeurs et de travailleurs) à promouvoir des emplois décents dans des situations fragiles, contribuant ainsi à des sociétés plus pacifiques et plus résilientes, et transformant en actions tangibles la Recommandation de l'OIT sur l'Emploi et le Travail décent pour la Paix et la Résilience (N°205).

Une approche modulaire basée sur les ressources locales



S'inspirant de l'expérience et de la valeur ajoutée de l'OIT, le programme EPR combine, de manière cohérente et adaptée au contexte, **des investissements à haute intensité d'emplois, des formations techniques, professionnelles et entrepreneuriales, des services d'emploi et des appuis au secteur privé et au développement économique local** afin de permettre aux populations affectées par les crises, particulièrement les jeunes et les femmes, d'accéder à un revenu et à un emploi décent. Ces objectifs clés sont atteints grâce au renforcement des institutions, aux principes et droits fondamentaux au travail et au dialogue social.

Des emplois qui contribuent à la consolidation de la paix

En améliorant les **opportunités** et les perspectives économiques, les contacts et la cohésion sociale entre des groupes conflictuels, et en répondant aux **sentiments d'injustice et aux griefs** des communautés les plus vulnérables, les projets d'EPR visent à consolider la paix et à accroître la résilience face aux futurs chocs.

Le travail de l'EPR à ce jour

Depuis plusieurs décennies, l'OIT mène des activités de coopération au développement dans les pays dans le cadre des Objectifs de Développement Durable pour 2030 et en partenariat avec d'autres agences des Nations Unies et autres organisations clés. L'OIT a mis en œuvre des programmes et des projets en Afghanistan, au Burundi, en Colombie, en Gambie, en Haïti, en Iraq, au Libéria, en Libye, au Mali, en Mauritanie, au Pakistan, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Philippines, aux Îles Salomon, au Samoa, en République démocratique du Congo, au Sud Soudan, au Timor Leste, en Tunisie, en Ukraine et au Yémen.

Contact

Unité de Coordination et d'Appui
pour la Paix et la Résilience (CSPR)

Bureau International du Travail (BIT),
4 Route des Morillons
CH-1211 Geneva, Switzerland

Email: jpr@ilo.org
Web: www.ilo.org/jpr



Projet de promotion de la paix
et création d'emplois décents en RCA

Bureau Pays de l'OIT pour l'Angola,
Centrafrique, Congo, Gabon, RDC et Tchad
3e étage | Im. Losonial | Bld du 30 Juin
Gombel | Kinshasa | Rép. Dém. du Congo

Tél. : +243 82 442 32 82
Mail: kinshasa@ilo.org

